

6.3. Investissements étrangers – la Belgique se maintient dans le top 5 des pays européens !

Pour maintenir voire augmenter son attractivité, la Belgique devra mettre l'accent sur la mobilité, les compétences digitales, l'infrastructure, le régime fiscal et les technologies vertes. Au niveau régional, la Wallonie et Bruxelles n'ont jamais fait aussi bien, même si la Flandre reste loin devant.

En 2019 aussi, la Belgique est restée un pays attirant pour les investisseurs étrangers. L'an dernier, notre pays a accueilli 267 projets d'investissement, ce qui a permis la création de 5.401 emplois. C'est ce qui ressort du Baromètre de l'Attractivité belge, une étude annuelle d'EY qui mesure l'attractivité de la Belgique comme lieu d'investissement. La Belgique conserve ainsi sa place dans le Top des pays européens qui attirent le plus d'investissements étrangers, derrière la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne. Mais il y a un revers à la médaille, car la perception des investisseurs étrangers quant à l'attractivité future de la Belgique n'a jamais été aussi faible. La crise du Covid-19 ne fait bien sûr que renforcer les inquiétudes : au niveau européen, 9 entreprises sur 10 prévoient de diminuer, reporter ou supprimer leurs projets d'investissement. Plus que jamais, les différents gouvernements de notre pays vont devoir adopter des mesures fortes de soutien aux entreprises s'ils veulent continuer à attirer des investisseurs étrangers.

Après une année record en 2018, la Belgique est parvenue à maintenir quasiment le même niveau d'investissements étrangers en 2019. L'an dernier, la Belgique a accueilli 267 nouveaux projets d'investissement, soit une légère diminution de 4% par rapport à 2018.

Un élément particulièrement encourageant est le fait que la Belgique n'a jamais attiré autant de nouveaux investissements étrangers. Sur les 267 projets enregistrés en 2019, 197 sont des projets entièrement nouveaux, tandis que les autres sont des extensions de projets existants. « *Même si la perception de l'attractivité de notre pays pour les investisseurs étrangers peut donner une image assez sombre, les chiffres réels d'investissement demeurent très bons pour un petit pays comme la Belgique. Le fait qu'il n'y ait jamais eu autant de nouveaux projets d'investissement qu'en 2019 démontre que nous sommes en réalité en meilleure position que l'année dernière et qu'une base solide a été créée pour la croissance dans les années à venir* », souligne Marie-Laure Moreau, partner chez EY Belgique.

Les Investissements britanniques en forte hausse

Dans le classement européen des investissements étrangers, la Belgique maintient sa place au cinquième rang, laissant une nouvelle fois les Pays-Bas derrière elle. Pour la première fois, c'est la France qui prend la tête du classement en 2019, enregistrant une progression de 17% en 2019 pour atteindre un total de 1.197 investissements étrangers sur son territoire, soit une part de marché de près de 20% à l'échelle de l'Europe.

Juste derrière elle, on retrouve le Royaume-Uni, qui enregistre une performance solide malgré le Brexit avec 1.109 investissements étrangers, et l'Allemagne, en léger recul avec 971 projets d'investissement.

En 2019, ce sont une nouvelle fois les États-Unis qui ont été les champions de l'investissement en Belgique, avec un total de 45 projets. Ils sont talonnés de près par la France, qui se classe deuxième avec 42 projets. À noter la remarquable progression du Royaume-Uni, qui continue à trouver la Belgique particulièrement attrayante : les investissements britanniques dans notre pays sont passés de 13 en 2017 à 25 en 2018 et même 34 en 2019. Les Pays-Bas et l'Allemagne complètent le top 5, avec respectivement 28 et 24 investissements en Belgique l'année dernière. À noter que ces cinq pays ont représenté 65% de tous les investissements étrangers dans notre pays en 2019.

Le Baromètre de l'Attractivité belge fait apparaître que ce sont principalement trois activités qui ont attiré un grand nombre d'investissements en 2019 : le secteur de la vente et du marketing est largement en tête avec 105 projets, suivi par l'industrie manufacturière avec 60 projets et la logistique avec 51 projets. Ces trois secteurs ont représenté plus de 80% des investissements étrangers réalisés en Belgique l'an dernier.

Chiffres records pour la Wallonie, mais la Flandre reste de loin la plus attractive

En ce qui concerne les chiffres par région, on constate une grande différence entre réalité et perception dans le Baromètre de l'Attractivité 2020. Au niveau des chiffres d'investissement réels, la Wallonie et Bruxelles n'ont jamais fait aussi bien, avec respectivement 64 et 76 projets d'investissement en 2019, ce qui représente une progression de 33% pour la Wallonie et de 25% pour Bruxelles. En termes de création d'emplois par projet, la Flandre et la Wallonie continuent de maintenir la forte tendance de +27 emplois par projet, tandis que les projets bruxellois ne créent pratiquement pas d'emplois. Malgré un recul de 24% par rapport à 2018, la Flandre reste quant à elle la région qui attire le plus d'investissements étrangers en Belgique.

L'image est radicalement différente lorsqu'on regarde les chiffres de l'enquête de perception. On y constate que la Flandre a renforcé sa position de région la plus attractive de Belgique (50% en 2020 contre 40% en 2019), tandis que Bruxelles reste à la deuxième place (31% en 2020 contre 39% en 2019) et que la Wallonie enregistre un recul important.

Comme le souligne Marie-Laure Moreau, *chaque investissement est toujours intéressant, mais il y a une spécificité en Wallonie ce sont majoritairement les investissements d'expansion qui boostent l'emploi. C'est ce que l'on voit clairement, notamment dans les entreprises du secteur pharmaceutique et des biotechs, qui une fois implantées continuent à investir en Wallonie. C'est aussi le cas de Google, par exemple. Attirer des géants qui s'inscrivent aussi clairement dans la durée en investissant d'année en année, c'est une bonne chose. La sidérurgie et l'agroalimentaire offrent d'autres exemples de ce type de stratégie*". Ceci explique, selon EY, *"que la plupart des investissements annoncés l'année passée en Wallonie sont en fait des extensions de projets existants, il ne s'agit pas de nouvelles entreprises qui découvrirait les mille et une vertus de la Wallonie. Et ça, c'est tout de même une petite faiblesse"*. Pour Marie-Laure Moreau, *"c'est donc toujours mieux d'attirer de nouveaux investisseurs, parce que quand on attire de nouveaux investisseurs, on a une sorte d'effet boule de neige"*.

L'impact du Covid-19 est clairement une autre source d'inquiétude

Au niveau européen, une étude supplémentaire menée par EY en avril 2020 révèle que la pandémie de coronavirus a un impact très fort sur les futurs investissements étrangers. Seules 11 % des entreprises interrogées pensent que le Covid-19 ne va rien changer à leurs plans d'investissement en 2020. Dans le même temps, 51% des entreprises s'attendent à une légère diminution, 15% s'attendent à une diminution substantielle et 23% prévoient de reporter complètement les nouveaux projets jusqu'en 2021. Le Covid-19 a aussi un impact sur les projets annoncés en 2019, puisque 25% de ces projets sont retardés et 10% sont annulés.

Cette situation inédite réclame des gestes forts de la part des différents gouvernements en Belgique.

Confirmation du côté de l'UWE *"La crise du Coronavirus va provoquer de nouveaux équilibres macroéconomiques. Il semble aujourd'hui évident qu'une série d'activités économiques seront amenées à se réinventer afin de rendre notre tissu économique plus résilient. En effet, on parle de plus en plus de réindustrialisation, de relocalisation de l'activité ou encore de diversification des chaînes et sources d'approvisionnement, des messages déjà véhiculés depuis plusieurs années par l'UWE"*, dit Olivier de Wasseige, Administrateur délégué et Directeur général de l'Union Wallonne des Entreprises.

La mobilité la fiscalité et la stabilité politique seront aussi des facteurs décisifs

La mobilité est aussi un facteur qui joue un rôle très important dans la décision d'investir dans un pays plutôt qu'un autre. Les chiffres du Baromètre 2020 montrent une amélioration encourageante de la perception de la qualité de la mobilité dans notre pays, mais pour Marie-Laure Moreau, partner chez EY Belgique, il faut aller encore *un pas plus loin*. *« Avec la perturbation créée par la pandémie de coronavirus, les entreprises vont chercher à diminuer les risques pour leurs chaînes d'approvisionnement en élargissant leurs options logistiques. Si la localisation de la Belgique devrait lui permettre de rester une plaque tournante en Europe, l'amélioration de ses infrastructures de transport va devenir de plus en plus importante »*, dit-elle.

Le Baromètre de cette année révèle par ailleurs le retour à l'avant-plan de l'impôt des sociétés et le coût de la main-d'œuvre comme facteurs décisifs dans les décisions d'investissement. Près de la moitié des personnes interrogées déclarent que le niveau de fiscalité des entreprises a une influence significative sur leurs projets d'investissement dans notre pays. Logiquement, un grand nombre d'entreprises interrogées estiment dès lors que la réduction de la fiscalité (y compris sur le travail) devrait être une des principales priorités de la Belgique pour améliorer sa compétitivité, au même titre que le développement de l'éducation et des compétences, ainsi que du soutien à l'industrie technologique et à l'innovation.

Les principaux risques pour l'attractivité de la Belgique au cours des trois prochaines années sont le coût du travail (47%), suivi par l'instabilité politique, réglementaire et administrative (38%) et le niveau ainsi que la complexité de la fiscalité (37%). L'instabilité politique est particulièrement préoccupante pour les entreprises déjà établies en Belgique (47% contre 23% pour les entreprises n'ayant pas de siège en Belgique).

Les technologies vertes : une énorme opportunité à saisir

L'une des tendances les plus significatives qui se dégagent du Baromètre de l'Attractivité de cette année est l'importance croissante des technologies vertes.

Près d'un tiers (30%) des personnes interrogées considèrent que le secteur des technologies propres et des énergies renouvelables sera le principal moteur de la croissance de la Belgique dans les années à venir, devant les services aux entreprises (27%) et l'économie numérique (23%). L'année dernière, les technologies vertes n'étaient classées qu'en cinquième position.

Le soutien à ces technologies vertes est devenu un élément essentiel pour les investisseurs étrangers, puisque deux tiers des personnes interrogées déclarent qu'elles jouent un rôle important dans leurs décisions d'investissement.

"Si les gouvernements apportent le soutien nécessaire et si les investissements dans ce secteur continuent à augmenter, la Belgique pourrait s'imposer comme un leader dans le domaine des technologies vertes, encore plus si elle parvient à lier le développement de celles-ci au virus Covid-19. La poursuite du soutien aux technologies vertes pourrait faire de celles-ci une grande opportunité pour la Belgique" conclut Marie-Laure Moreau, partner chez EY Belgique.

Le « Baromètre de l'Attractivité belge 2020 » peut être téléchargé sur www.ey.com/fr_be.

DYNAMISME – périodique bimestriel de l'UWE – 06-07/2020